
La place du secteur des services dans l'économie Algérienne

Introduction :

Afin de mieux cerner l'état du secteur des services en Algérie, et afin de voir son évolution, nous allons voir dans ce chapitre une conjoncture économique de l'Algérie, voir la stratégie économique algérienne, son plan de relance, et son orientation économique future, au niveau mondial ; les services se distinguent comme le secteur pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses, grâce à la multitude de créneaux qu'il embrasse ; est-t'il de même pour l'Algérie peut-on considéré ce secteur comme créateur de richesses ?

Section I : Économie Algérienne (Conjoncture et Orientation)

I. L'Algérie : Conjoncture économique :

Selon Mourad MEDELICI , ancien ministre des finances et ministre des affaires étrangères actuel, la croissance économique algérienne est repartie à la hausse en 2010 , après avoir ralenti sous l'effet de la récession mondiale et de la chute des cours du pétrole et du gaz. Tirée par la reprise de la demande dans le secteur des hydrocarbures et par le dynamisme des secteurs des services et de la construction, soutenus par le programme d'investissements publics (PIP), la croissance s'est élevée à 3,8% en 2010 (contre 2,4% en 2009) et se consolide en 2011⁸².

⁸²Export Entreprises SA, <http://www.77international.fr/fr/fiches-pays/algerie/accueil>.

On présente souvent l'Algérie comme un pays pétrolier. Il est vrai que les hydrocarbures y tiennent une place importante. Il ne s'agit pas seulement de pétrole et de gaz, mais également de produits présentant une valeur ajoutée, tant sur le plan industriel que sur le plan commercial (GPL, hydrocarbures gazeux, produits raffinés...). Dans le secteur des hydrocarbures, depuis longtemps ouvert à la compétition, les investissements sont d'ores et déjà très significatifs⁸³.

L'ex- ministre de l'Energie, Chakib Khelil, avait déclaré que l'Algérie était plus dépendante que l'Europe en matière énergétique, selon un interview émise en 2008, « 40% du PIB algérien émane du pétrole et du gaz, lesquels représentent 96% des recettes en devises et 50% du budget » ; selon ce dernier, l'Algérie devra "continuer à investir dans le secteur pétrolier" et répondre à un "impératif de diversification de notre économie. "D'une manière générale, l'incertitude que nous impose la dépendance de notre économie nous conseille de la sagesse dans la gestion de nos ressources", a conclu l'ex ministre⁸⁴.

Une autre image d'Epinal fait de l'Algérie un pays d'industrie lourde. Or c'est sans doute le secteur qui a connu le plus de désinvestissements avec le plan d'ajustement structurel et les réformes que nous avons conduites ces dernières années. Cela ne doit pas cacher que certains secteurs et filières industriels ont réalisé des progrès très intéressants : chimie, pharmacie, matériaux de construction, mines et carrières, industries agroalimentaires sont des filières en expansion, où le rôle du secteur privé est considérable⁸⁵.

II. Taux de croissance :

En 2010, la croissance économique de l'Algérie affichait un taux de 4% contre 2,4 % en 2009, le PIB (produit intérieur brut) s'est chiffré en valeur à 11.500 milliards de dinars (environ 158 mds de dollars). Le secteur des hydrocarbures a continué à contribuer pour une grande part dans le PIB en 2010, entre 40 et 45%, contre 31,4% en 2009, alors que les secteurs des services et du BTP (bâtiment et travaux publics) ont constitué comme d'habitude

⁸³ Mourad Medelci, « L'Algérie sur le chemin des réformes », Actes du colloque présidé par Claude Estier du 18 octobre 2001.

⁸⁴http://www.tsa-algerie.com/politique/petrole-l-algerie-est-plus-dependante-que-l-europe-selon-khelil_3690.html.

⁸⁵ Mourad MEDELICI, (2001), op.cit.

la locomotive de la croissance de l'Algérie en 2010, grâce aux grands programmes d'équipements publics. En revanche, l'industrie est restée pratiquement stable en 2010, et pourrait même s'inscrire en légère baisse à 5% contre 5,5% réalisés en 2009, tandis que la part de l'agriculture est passée de 9,2% en 2009 à près de 11% en 2010. Pour 2011, le PIB de l'Algérie est appelé à augmenter à près de 170 mds de dollars, selon M. Boukrami⁸⁶.

III. La stratégie économique algérienne :

Selon de nombreux spécialistes l'Algérie manque cruellement de stratégie dans le domaine économique, il n'y a aucune stratégie économique. Nous assistons, à chaque fois, à un changement de cap, Chaque responsable applique sa propre vision selon le politologue Rachid Grim. Les dispositions adoptées à la faveur de lois de finances ou autres décrets font, en effet, sans cesse l'objet de révision, de suspension et parfois même de suppression. La suspension de nombre d'obligations concernant la commercialisation de certains produits de première nécessité (l'huile et le sucre) lors du dernier conseil interministériel, organisé pour faire face à la dernière envolée des prix de l'alimentaire, en est un exemple. «On est passé avec les mêmes autorités politiques, d'une politique libérale à une politique fermée ». Après avoir démantelé tout le secteur public malade des années 1970 qui n'a pas survécu à la crise financière de la fin des années 1980, l'Algérie est en train de recréer les mêmes entreprises et le même schéma économique qui a conduit à sa faillite: les offices, les entreprises publiques, etc», explique M.Gharnaout -économiste et expert financier- ;Récemment, le gouvernement algérien avait annoncé la validation d'un programme de réhabilitation de plusieurs entreprises publiques ayant un potentiel et un marché.

Même si le monde a changé du point de vue économique d'une manière quasi totale tant au plan de sa structure que de son fonctionnement, d'une part, et que la structure économique de l'Algérie a également complètement changé depuis le début des années 1980 (le privé représente 99% des entreprises en fonctionnement et plus de 80% de la valeur ajoutée

⁸⁶ M. Boukrami., « Ali Boukrami : "L'Algérie peut réaliser une croissance économique à 2 chiffres" », el moudjahid du 06fevrier2011.

des secteurs hors hydrocarbures) d'autre part, elle continue d'être gérée de la même manière que dans les années 1970. C'est une politique économique à contresens du courant mondial. C'est du donquichottisme qui ne peut conduire qu'à son épuisement et à sa mort selon une analyse des experts en économie⁸⁷.

L'Etat ne sait plus sur quel pied danser Avec un potentiel industriel déstructuré et l'ouverture brutale de l'économie. Un projet d'un mégaministère des statistiques pour l'élaboration d'une stratégie économique cohérente à long terme est un élément indispensable ; aller vers une ouverture économique tout en préservant le rôle de l'Etat est l'une des perspectives que veut atteindre l'Algérie.

Actuellement la commission chargée des choix stratégiques pense que les secteurs considérés comme stratégiques sont loin de répondre aux besoins d'une véritable vision économique à long terme en Algérie. « On ne peut pas se baser uniquement sur les secteurs de l'industrie électrique et électronique et la pétrochimie dans une stratégie qui s'étalera jusqu'à 2015 », on reproche à l'Etat d'avoir marginalisé complètement les industries manufacturières, une erreur de miser uniquement sur une industrie lourde sans pour autant mettre en valeur l'industrie manufacturière et les métiers de service, Sans le développement des métiers de services, il est difficile, voire impossible de développer un tissu industriel. Il faut mettre en valeur le rôle du secteur privé et de la PME dans le développement du tissu industriel en Algérie. Il faut intégrer d'autres secteurs comme celui du textile, de l'industrie de l'eau et des énergies renouvelables et de la chaudronnerie dans la listes des secteurs stratégiques. Il faut limiter la part des opérateurs étrangers dans la prise des capitaux. Et de mettre en valeur les entreprises nationales afin d'encourager la production locale.

Il faut mettre en adéquation les capacités bancaires du système avec les besoins de financement de l'industrie pétrochimique et pharmaceutique ainsi que l'agro-alimentaire⁸⁸.

IV. Le plan de soutien à la relance économique :

L'Etat algérien a lancé pour la période 2005-2009 un plan de relance économique, dit Plan complémentaire de soutien à la croissance, avec une dotation de 140 milliards de dollars

⁸⁷ Hadjer GUENANFA, «L'Algérie n'a pas de stratégie économique», L'expression du 13janvier2011.

⁸⁸ Billal, « L'économie des services en Algérie », L'Expression du 1er mars 2007

tirés des ressources pétrolières. 70% des dépenses seront affectées au développement d'infrastructures de base avec pour priorité le logement (plus d'un million de logements devraient être construits, soit une augmentation de 21% du parc immobilier) et les équipements publics de type universités, écoles, autoroutes, hôpitaux, équipements sportifs et culturels⁸⁹.

Les 7 milliards de dollars se répartissent de la manière suivante :

- 20 % pour le développement local ;
- 40 % pour le renforcement des services publics ;
- 18 % pour le développement des ressources humaines ;
- 18 % pour l'appui aux réformes (notamment l'amélioration du bilan des banques nationales pour les rendre éligibles aux partenariats)⁹⁰.

Afin de favoriser la croissance du marché domestique, le gouvernement algérien s'est lancé dans une politique de grands travaux, notamment dans le secteur des infrastructures; dans le but d'attirer les investissements nationaux et étrangers⁹¹. Le plan de relance économique de l'Etat algérien (140 Mds \$ sur 5 ans) est affecté à 70% au BTP. Il a pour objectif de passer d'une logique de rente pétrolière à une logique keynésienne de relance par la dépense publique⁹². Il s'agit aussi de stimuler la demande et de réduire le taux de chômage, Il vise également à instaurer un meilleur climat social, davantage propice à un développement économique harmonieux. Le nouveau plan quinquennal 2010-2014, dans la lignée du précédent, met l'accent sur la modernisation des infrastructures.⁹³

IV.1. Le constat :

Trois constats permettent de douter du succès de cette stratégie :

Le manque de compétences locales, la corruption et le risque d'importation d'une criminalité étrangère.

⁸⁹ Clotilde Champeyrache, « BTP en Algérie : un plan de soutien à la croissance criminogène? » contre-feux.com, 03 février 2008

⁹⁰ Mourad MEDELICI, (2001), op.cit.

⁹¹ <http://www.77international.fr/fr/fiches-pays/algerie/accueil>.

⁹² Clotilde Champeyrache, (2008), op cit.

⁹³ Mourad MEDELICI, (2001), op.cit.

Le premier constat concerne le manque de compétences locales qui fait que les fonds investis n'alimentent pas une demande adressée à des entreprises et à de la main-d'œuvre algériennes. Il existe de très nombreuses entreprises privées du bâtiment en Algérie. Mais la plupart sont de trop petite taille pour participer aux appels d'offre, et la main-d'œuvre y est très peu qualifiée alors même que le haut risque sismique nécessite la maîtrise de techniques avancées de construction et de maçonnerie. Les entreprises étrangères, notamment chinoises, remportent ainsi la plupart des marchés publics. Le problème se pose également au niveau des fournitures: les importations sont massives pour le ciment (plus de 350 000 tonnes par an), pour l'acier, les matériaux et équipements de second œuvre (revêtements, plomberie, électricité, quincaillerie, etc.) et pour les matériels (engins et outillage).

Le deuxième constat est relatif aux pratiques de corruption accompagnant souvent les procédures d'attribution des marchés publics. Le paiement de la "tchipa", appellation locale du pot-de-vin, est une pratique incontournable associant entrepreneurs et fonctionnaires. Ces derniers arrondissent un salaire souvent maigre alors que les premiers s'emparent de marchés juteux. Élément révélateur du degré de corruption, on assiste à une inflation des procédures administratives: elles s'élèvent en moyenne à quatorze pour tout lancement d'un nouveau projet (contre, par exemple, cinq au Maroc). Naturellement, chaque passage administratif s'accompagne de ce qu'en Algérie on appelle pudiquement un "café" à payer... Suite à cela, il n'est pas inimaginable que les entrepreneurs remportant les marchés se "remboursent" des pots-de-vin en rognant sur la qualité des travaux réalisés sans aucun respect des normes de construction, surtout en matière de sécurité.

Le troisième constat est lié aux doutes que peut faire naître la présence massive d'entreprises chinoises dans le BTP en Algérie. Sans jeter le discrédit sur l'ensemble des sociétés chinoises, la présence des Triades -la mafia chinoise- dans les entreprises du bâtiment chinoises est certaine. Ce qui est tout aussi certain, c'est que là où se trouve une diaspora chinoise, se trouvent les Triades. Au sein des communautés chinoises de l'étranger se recréent des territoires sous contrôle de ces sociétés criminelles avec une organisation, des règles parallèles auxquelles les migrants doivent se plier, notamment en payant le racket. L'afflux d'une main-d'œuvre chinoise, objectivement peu intégrée à la population locale, constitue donc

un risque élevé d'implantation de Triades sur le sol algérien, une présence criminelle dont l'économie algérienne, déjà fragile, n'a guère besoin⁹⁴.

V. Le climat de l'investissement en Algérie

La Chine, l'Espagne, la France, l'Italie, la Russie et les Etats-Unis : ce sont les pays qui ont le plus profité de la manne pétrolière algérienne depuis 2004. Les Chinois ont eu la part du lion dans le bâtiment (logements location-vente financés en partie par l'Etat), les travaux publics (réalisation des 450 kilomètres de l'autoroute est-ouest) et les chemins de fer. Les entreprises espagnoles ont raflé la mise dans le dessalement de l'eau de mer et ont eu d'importants contrats dans les travaux publics (construction de la deuxième rocade d'Alger) et les chemins de fer. La France demeure le premier fournisseur de l'Algérie et ses entreprises sont largement en tête dans les services (gestion de l'aéroport d'Alger et des eaux de la capitale, etc). L'Italie a eu des contrats dans l'hydraulique et les travaux publics. Les entreprises italiennes profitent de la reconnaissance du gouvernement algérien sur leur présence en Algérie durant les années 1990 malgré le terrorisme. Les Etats-Unis et la Russie dominent deux secteurs stratégiques : les hydrocarbures et l'armement. Soucieux de mieux répartir le grand gâteau que représente le plan de soutien à la croissance économique de 150 milliards de dollars lancé en 2005, le gouvernement a même modifié le code des marchés publics pour permettre à des entreprises d'un pays de décrocher des contrats juteux. Exemple : le tramway de Constantine a été réservé et attribué à des sociétés de droit Italien, celui d'Oran à des entreprises basées en Espagne et le tramway d'Alger a été réservé aux Français.

Malheureusement les sociétés nationales n'ont eu que des miettes. Aucun grand projet n'a été attribué aux entreprises algériennes qui se contentent de faire de la sous-traitance pour le compte des groupes étrangers. Le plan de relance économique n'a pas réussi à doter le pays d'entreprises capables de réaliser des infrastructures de base ou même des bâtiments. L'Algérie restera encore dépendante et pour de nombreuses années de l'étranger en matière de construction et de savoir-faire⁹⁵.

⁹⁴Clotilde Champeyrache,(2008),op.cit..

⁹⁵sonia lyes, « Algérie : les entreprises nationales grandes perdantes du plan de relance économique », TSA , 17avril2008.

Oui, mais voilà le climat de l'investissement en Algérie est instable, toujours fragile ; les obstacles au niveau des banques tels que les non garanties du capital risque, les retards dans les crédits , la culture bureaucratique, et un manque de compétences de certains dirigeants ; c'est ce que a souligné Guy Gantley Le conseiller en économie, chargé de l'Afrique du Nord . Il assure que malgré ses grandes capacités dans plusieurs créneaux d'investissement, l'Algérie est en manque de véritable stratégie économique nationale et rate des cycles économiques à cause des lenteurs ; L'Algérie devrait avant tout, assainir son environnement économique, préparer sa stratégie économique globale et procéder aux privatisations selon ce même économiste Guy Gantley ⁹⁶.

Le blocage de l'économie est également dû à la forte suspicion autour des managers publics et des fonctionnaires qui s'est installée dans le pays depuis le lancement en 2008 des enquêtes sur la grande corruption. Le changement des règles sur l'investissement étranger a fait fuir les groupes étrangers. Même le secteur stratégique des hydrocarbures, ébranlé par les scandales de corruption, n'attire plus les sociétés étrangères, comme en témoignent les résultats décevants du 3e appel d'offres pour la recherche et l'exploration dans dix blocs pétroliers et gaziers ⁹⁷.

V.1. L'économie algérienne quasiment à l'arrêt :

Plus de deux ans après son annonce officielle par le président Abdelaziz Bouteflika début 2009, le nouveau plan quinquennal 2010-2014 peine à sortir des cartons. Aucun des grands projets contenus dans ce programme d'investissements public n'a connu de début de réalisation, à l'image de l'autoroute des Hauts plateaux ou de la construction de deux millions de logements. « Tout est bloqué, aucun projet d'envergure n'a été lancé depuis 2009 », Le gouvernement a certes lancé des appels d'offres pour la construction de quelques centaines de logements un peu partout à travers le pays, mais les grands projets promis par le plan quinquennal restent en l'état. Les pénétrantes autoroutières destinées à relier à l'autoroute est-ouest plusieurs villes côtières et de l'intérieur du pays sont toujours au stade des études. Tout comme les investissements dans les chemins de fer qui avancent à pas de tortue. Certains

⁹⁶ Rabah Beldjenna, « Le climat de l'investissement en Algérie est encore fragile », El Watan du 24fevrier2007.

⁹⁷ Hamid Guemache, « L'économie algérienne quasiment à l'arrêt », TSA, 19mars2011.

projets attribués provisoirement à des sociétés algériennes et étrangères attendent depuis plusieurs mois l'aval de la commission nationale des marchés publics (CNMP).

Après une année 2010 qualifiée de blanche en terme de lancement de nouveaux projets, l'année 2011 commence mal. « 2010 a été une année blanche tout comme le premier trimestre 2011. A l'origine des blocages de l'économie, plusieurs facteurs dont notamment les changements apportés au code des marchés publics qui a été modifié en octobre dernier. Cette modification a obligé les administrations à annuler des appels d'offres pour réadapter les cahiers des charges aux exigences du nouveau texte, causant des retards considérables à la réalisation des projets.

Le blocage de l'économie, dénoncé depuis plusieurs mois par les chefs d'entreprises, fait perdre de la croissance économique à l'Algérie et prive des milliers de chômeurs d'emplois viables. Ces blocages demeurent inexplicables. Au moment où le pays a besoin de créer des emplois et des richesses, le gouvernement persiste dans sa politique. « Au sommet de l'État, le processus de prise de décision est trop lent. Or, il y a des arbitrages à faire, des décisions à prendre rapidement pour tirer profit de situations économiques favorables ou pour répondre à des besoins économiques et sociaux comme l'emploi », explique un économiste⁹⁸.

VI. Orientation économique future pour l'Algérie :

Il s'agit d'aller vers la nouvelle économie et il semble que la présidence de la république a conscience de cette situation afin de favoriser la création d'un nouveau tissu industriel rentant dans le cadre de la substitution d'importation adaptée aux nouvelles réalités mondiales Car pour répéter le président du CNES miser uniquement sur les infrastructures, l'Algérie va droit au mur. C'est que les infrastructures qui ont absorbé plus de 70% des ressources financières entre 2004/2009 ne sont qu'un moyen, la véritable création de richesses devant relever de l'entreprise y compris les services qui ont un caractère de plus en plus marchand. Il s'agit d'éviter le retour au tout État des années 1970 (confondant étatisme que même les pays fondateurs du communisme ont abandonné et Etat régulateur) suicidaires pour le pays par l'injection massive d'argent⁹⁹.

⁹⁸ Hamid Guemache, (2011), op cit.

⁹⁹ Faycal, « Quelles sont les perspectives de l'économie algérienne 2010/2013 », Algérie-focus, 06janvier 2010